

Initiative « -12 % »

Classes plus chargées, moins de soutien : voilà le coût réel du -12 %

« Quand on me parle de 12%, je dois bien vous dire que cela m'ennuie. Pour mon département, cette initiative reviendrait à supprimer 500 postes d'enseignants. C'est un pari pratiquement impossible à relever et surtout regrettable s'il se concrétise. »

Frédéric Borloz, Conseiller d'Etat PLR en charge du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle, Le Temps, 25 juin 2026

L'initiative dite « -12 % » prévoit une réduction massive supplémentaires des recettes cantonales, de l'ordre de 280 millions de francs par année. Derrière ce chiffre se cache une réalité simple : lorsque les ressources de l'État diminuent à ce point, les prestations publiques sont inévitablement touchées. L'école publique vaudoise ne pourra pas être épargnée.

Une école déjà sous pression

Aujourd'hui déjà, les enseignant·es font face à des défis toujours plus importants :

- Des classes aux profils de plus en plus diversifiés ;
- Une augmentation des besoins de soutien et d'accompagnement ;
- Une école à visée inclusive qui nécessite des moyens humains et pédagogiques importants ;
- Une charge administrative en constante augmentation.

Malgré l'engagement remarquable du personnel, l'école fonctionne souvent à la limite de ses capacités.

Moins d'argent, c'est davantage d'élèves par classe

Lorsque les budgets diminuent, l'une des premières variables d'ajustement est le nombre de postes.

Concrètement, cela signifie :

- Des classes plus chargées ;
- Moins de temps consacré à chaque élève ;
- Davantage de difficultés à suivre les progrès individuels ;
- Une prise en charge plus compliquée des élèves rencontrant des difficultés.

Chaque élève supplémentaire dans une classe réduit le temps disponible pour les autres. Les besoins des élèves, eux, ne diminueront pas de 12 %.

Faire plus avec moins : une équation impossible

Les partisans de l'initiative affirment que l'État peut « faire des économies ». Mais dans une école déjà sous tension, il n'existe pas de réserve cachée. Faire plus avec moins signifie en réalité :

- Moins de disponibilité pour les élèves ;
- Moins d'accompagnement des familles ;
- Moins de soutien spécialisé ;
- Moins de prévention ;
- Moins de qualité dans les conditions d'enseignement et d'apprentissage.

À terme, ce sont les élèves qui en paient le prix.

Une dégradation qui touchera toutes les familles

L'école publique est un bien commun. Chaque famille bénéficie d'une école capable d'accueillir tous les enfants, quels que soient leur origine, leurs difficultés ou leurs besoins. Les conséquences ne seront pas visibles du jour au lendemain. Elles apparaîtront progressivement : classes plus nombreuses, soutien plus difficile à obtenir, enseignants davantage sollicités, qualité de l'encadrement réduite.

Investir dans l'école, c'est investir dans l'avenir

L'éducation n'est pas une dépense parmi d'autres. C'est un investissement dans la réussite des enfants, la cohésion sociale et la prospérité future du canton. Chaque franc retiré aujourd'hui à l'école publique risque de coûter beaucoup plus cher demain.

Pour nos élèves, pour leurs familles et pour l'avenir du canton de Vaud, nous refusons une initiative qui mettrait durablement sous pression un service public essentiel. Parce que nos enfants méritent mieux que des classes surchargées et une école contrainte de faire toujours plus avec toujours moins.